



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



L'ACTION DE LA FAO FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Conférence des Nations Unies
sur le changement climatique 2015

SOMMAIRE

PAGES 4-5

INTRODUCTION

PAGES 6-7

PRINCIPAUX MESSAGES

PAGES 8-9

FAITS ET CHIFFRES

PAGES 10-11

**AIDE AUX PAYS
FACE AUX EFFETS
DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

PAGES 12-15

**DONNÉES, MÉTHODES
ET OUTILS**

PAGES 16-23

**8 ACTIONS
SUR LE TERRAIN**

PAGE 24

**MOBILISATION
DE RESSOURCES**

PAGE 25

UN ÉLAN MONDIAL

PAGES 26-31

PUBLICATIONS

PHILIPPINES

Des cultivateurs de riz de la province de Maguindanao replantent leurs terres.

©FAO





**POUR LES
PAUVRES DANS
LE MONDE,
S'ADAPTER AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
ET GARANTIR
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
VONT DE PAIR**

INTRODUCTION

**«NOUS DEVONS
ACCÉLÉRER NOS
EFFORTS POUR
NOUS ADAPTER
AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE,
ATTÉNUER SES
EFFETS ET PASSER
À DES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES
PLUS DURABLES»**

JOSÉ GRAZIANO DA SILVA,
Directeur général de la FAO

Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté et à la faim d'ici 2030. Nous savons ce qui fonctionne et nous avons les outils pour cela, mais nous savons aussi que le changement climatique menace de saper les efforts déployés.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que près de 800 millions de personnes dans le monde souffrent actuellement d'une faim chronique. L'accroissement de la population et les changements apportés aux régimes alimentaires augmenteront la consommation alimentaire, ce qui signifie que les besoins alimentaires doivent augmenter de 60 pour cent d'ici à 2050. Le changement climatique menace déjà les systèmes alimentaires et les moyens d'existence ruraux partout dans le monde. La réponse que nous apporterons aujourd'hui au changement climatique déterminera comment nous nourrirons les générations futures.

La variabilité et le changement climatique causent des problèmes multiples : ils réduisent la productivité et la production alimentaires et ajoutent une pression supplémentaire aux systèmes déjà fragiles de production alimentaire. La sécheresse, les inondations et les ouragans, l'acidification de l'océan et la montée du niveau de la mer mettent en péril la survie des habitants. Leurs moyens d'existence sont de plus en plus compromis à cause de la destruction des récoltes, du bétail, des ressources halieutiques et des écosystèmes, de même que de l'infrastructure de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que des actifs productifs tels que les ouvrages



TANZANIE

Habiba Msonga et son
fils de neuf ans, Frank
Adriano, dans sa rizière.
©FAO/D. Hayduk



d'irrigation et les étables. Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, qui bien souvent sont exacerbées par le changement climatique et dont la fréquence et l'intensité augmentent, causent d'énormes ravages dans ces écosystèmes fragiles.

Il ne fait pas de doute qu'il existe d'étroites corrélations entre les effets du changement climatique, les problèmes qu'il pose aux secteurs agricoles et le mandat de la FAO, qui est de réaliser la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition dans le monde par le développement durable. La réalisation de l'idée maîtresse de la FAO, celle d'un monde débarrassé de la faim, exige une action plus résolue pour réduire l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Menées en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les négociations approchent d'une étape décisive qui devrait voir à Paris, en décembre 2015, l'adoption d'un accord mondial sur le climat après 2020. En sa qualité d'observateur auprès de la CCNUCC, la FAO a un rôle important à jouer pour aider les pays et s'assurer que des corrélations sont dégagées entre la sécurité alimentaire, l'agriculture et le changement climatique.

Le changement climatique fait partie intégrante du nouveau Programme de développement durable pour 2030, qui est un ensemble de 17 objectifs mondiaux que les pays ont adoptés pour venir à bout de la pauvreté et de la faim, protéger la planète et assurer la prospérité pour tous. La FAO s'occupe de ce problème en mettant l'adaptation au changement climatique et la réduction du risque de catastrophe au centre de son nouveau Cadre stratégique privilégiant l'augmentation de la résilience des moyens d'existence face aux risques, aux menaces et aux crises.

En soutenant la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), la FAO joue un rôle important en assurant une interaction harmonieuse entre les hommes et les écosystèmes de la planète, ainsi que les services qu'ils fournissent, et la préservation et l'utilisation viable à terme de la biodiversité et toutes les ressources naturelles pour les générations présentes et futures.

La réponse donnée aujourd'hui par la communauté internationale au changement climatique dira si les générations futures disposeront d'une alimentation suffisante et si la sécurité alimentaire sera une réalité pour chacun.

PRINCIPAUX MESSAGES

Le changement climatique menace de faire échouer les efforts déployés pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim, ce que la communauté internationale s'est engagée à réaliser en 2030 au plus tard au titre des Objectifs de développement durable.

Le changement climatique affecte disproportionnellement les pays les plus pauvres, qui sont le plus touchés par ses effets tout en ayant contribué le moins à ses causes. Les petits États insulaires en développement, les pays sans littoral et les zones arides et semi-arides, pays où la population dépend très fortement des ressources naturelles, sont les plus vulnérables.

Les populations les plus vulnérables – celles qui sont frappées d'abord et le plus violemment par les effets du changement climatique – sont celles-là même qui assurent l'essentiel de la production vivrière : petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, forestiers communautaires.

Pour les plus pauvres, dans le monde, l'adaptation au changement climatique signifie avant tout la sécurité alimentaire.

Notre capacité d'éliminer la faim en 2030 au plus tard dépendra de nos moyens d'assurer que la chaîne d'offre agricole dans son ensemble – les systèmes alimentaires et les populations qui sont au cœur de ceux-ci – sont sains, productifs, viables, et peuvent résister au changement climatique.

Pour réaliser les 17 ODD récemment adoptés, il faut s'occuper dès maintenant de remédier au changement climatique.

La sécurité alimentaire est inséparable de la réalisation des ODD. L'élimination de la faim et de la malnutrition est une condition indispensable de toutes les autres formes de développement socioéconomique. Les effets délétères du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition compromettront notre capacité de réaliser ces objectifs.

L'agriculture, la foresterie, la pêche et l'aquaculture peuvent puissamment contribuer à notre réponse au changement climatique.

Près de 80 pour cent des pauvres, dans le monde, vivent dans des

zones rurales et la plupart sont dépendants de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. Mais le changement climatique compromettra gravement leur capacité de gagner leur vie au moyen de l'agriculture, la foresterie et la pêche.

Les investissements consacrés à un développement agricole productif, solidaire et robuste sont donc d'importance critique pour garantir les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, dans le monde, face au changement climatique.

Il est indispensable d'orienter les investissements publics et privés vers les secteurs agricoles – notamment par des fonds climatiques – pour mettre à profit ce potentiel novateur. Les trajectoires de développement à l'épreuve du climat qui puissent simultanément contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) supposent une démarche cohérente et d'importants investissements à long terme dans l'agriculture, la pêche et la foresterie. Or le petit exploitant ne peut pas supporter à lui seul tout ce coût.

L'investissement dans les secteurs terrestres et aquatiques, notamment le développement et l'utilisation des ressources

L'AGRICULTURE EST ESSENTIELLE POUR COMBATTRE LA PAUVRETÉ, LA FAIM ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE MÊME TEMPS



renouvelables, contribuera à ce changement profondément novateur dont l'humanité a besoin.

La réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+) peut contribuer de façon appréciable à l'atténuation du changement climatique et à l'obtention des avantages résultant de l'adaptation.

Un changement de paradigme vers des systèmes agricoles et alimentaires plus résistants, plus productifs et mieux viables à terme est nécessaire.

La FAO investit dans des domaines d'action critiques visant la sécurité alimentaire, l'adaptation

au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Moyennant des politiques et des décisions bien conçues, la FAO a constaté une amélioration dans différents domaines : d'abord, dans la gestion de l'utilisation des ressources naturelles, notamment par une réduction du gaspillage, du déboisement et de la surpêche; ensuite, dans l'amélioration de la fertilité des sols et une augmentation des services écosystémiques; et enfin, dans la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles. Toutes ces améliorations peuvent potentiellement infléchir à la baisse les trajectoires d'émissions, tout en assurant le bien-être de l'humanité et le bon état de l'écosystème.

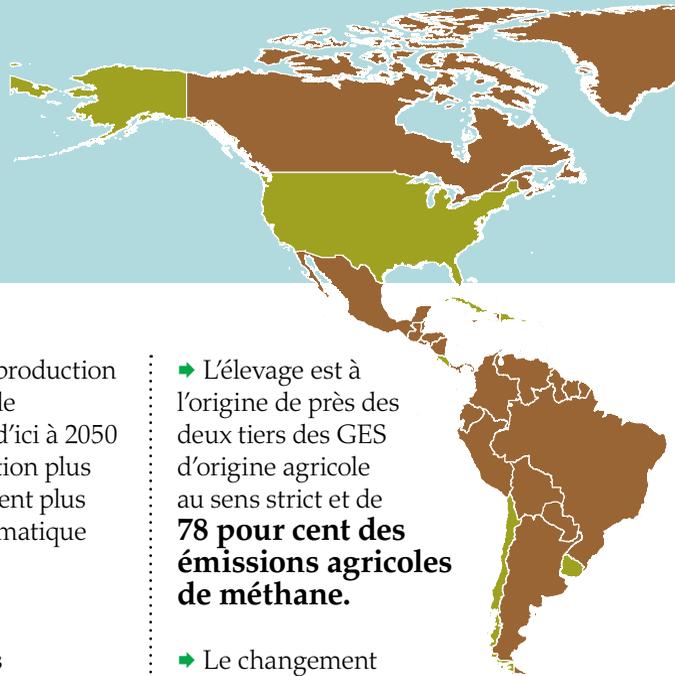
Augmenter la résilience signifie aussi qu'il faut prévenir les chocs liés au climat ou s'y préparer – condition préalable

indispensable de l'adaptation au changement climatique et du développement durable.

La gestion durable des ressources naturelles est la condition à remplir pour assurer la sécurité alimentaire d'une population qui ne cesse d'augmenter dans le monde et pour atténuer les effets du changement climatique par les services écosystémiques, comme par exemple la séquestration du carbone.

La FAO a l'expérience et les moyens voulus pour aider les pays à préparer, appliquer et évaluer les actions relatives aux secteurs agricoles afin d'accomplir les objectifs figurant dans leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC). Et la FAO a l'intention de continuer à augmenter son action dans ce domaine pour avoir un effet véritable au niveau de chaque pays.

FAITS ET CHIFFRES



➔ À l'échelle mondiale, **75 pour cent** des pauvres et des populations touchées par l'insécurité alimentaire dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour leur survie.

➔ La FAO estime que la production vivrière doit augmenter de **60 pour cent** environ d'ici à 2050 pour nourrir une population plus nombreuse et généralement plus riche. Le changement climatique compromet cet objectif.

➔ Dans son rapport de 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avertit que la baisse des rendements agricoles est peut-être déjà un fait établi, et que des baisses de rendement de **10 pour cent à 25 pour cent** et même davantage pourraient devenir chose courante en 2050.

➔ La hausse des températures devrait entraîner une baisse de **40 pour cent** des captures de la plupart des espèces de poisson.

➔ Alors que les émissions mondiales dues au déboisement diminuent, le déboisement et la dégradation des forêts représentent toujours, selon les estimations, **de 10 pour cent à 11 pour cent des émissions mondiales de GES**. Les émissions dues à la dégradation des forêts (abattage et feux de brousse) ont, entre 1990 et 2015, augmenté de 0,4 à 1,0 gigatonne de CO₂ par an.

➔ L'élevage est à l'origine de près des deux tiers des GES d'origine agricole au sens strict et de **78 pour cent des émissions agricoles de méthane**.

➔ Le changement climatique pourrait propager les maladies causées par l'alimentation d'une région à une autre, ce qui menacerait la **santé publique** de difficultés nouvelles.

➔ La FAO estime que le potentiel de réduction des émissions dues à l'élevage et au méthane en particulier représente environ **30 pour cent des émissions de base**.

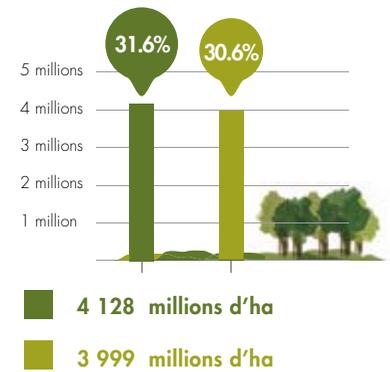
➔ Actuellement, un tiers de la nourriture produite est perdu ou gaspillé. Les coûts mondiaux de ce gaspillage d'aliments atteindraient environ **2 600 milliards de dollars par an**, dont 700 milliards de dollars de coûts environnementaux et 900 milliards de dollars de coûts sociaux.

➔ Les pertes et gaspillages alimentaires dans le monde produisent environ **8 pour cent des GES** annuellement.

**L'AGRICULTURE,
LA FORESTERIE,
LA PÊCHE ET
L'AQUACULTURE
PEUVENT
JOUER UN RÔLE
CENTRAL POUR
COMBATTRE LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
ET S'ADAPTER
À SES IMPACTS**

LA SUPERFICIE FORESTIÈRE MONDIALE A REÇULÉ, MAIS LE TAUX DE PERTE NETTE DE FORÊTS A ÉTÉ RÉDUIT DE 50%

- La plus grande perte a été enregistrée dans les régions tropicales, en particulier en Afrique et en Amérique du Sud.
- La superficie nette des forêts a augmenté dans plus de 60 pays et territoires, dont la plupart se trouve dans les zones tempérées et boréales.

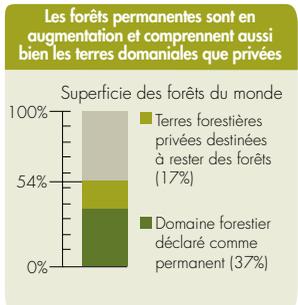


GESTION DURABLE DES FORÊTS: PROGRÈS RÉALISÉS JUSQU'À PRÉSENT

Forêts situées dans des aires protégées juridiquement établies

Zones forestières supplémentaires placées sous protection, dont la plupart dans des régions tropicales

↑ 210 millions d'ha (1990-2015)



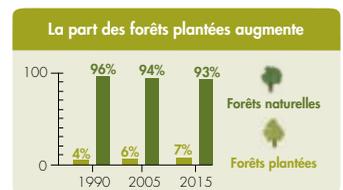
2,1 milliards d'ha, soit 52% des forêts mondiales, sont en cours d'aménagement

La majorité de ces plans exige un engagement social et la participation des collectivités



■ 18 millions d'ha
■ 438 millions d'ha

A QUOI RESEMBLENT LES FORÊTS?



DES DÉFIS RESTENT À RELEVÉR

- La superficie des forêts du monde continue de diminuer à mesure que la population mondiale croît et que la demande en nourriture et en terre augmente.
- Gouvernements, sociétés privées, communautés, société civile et organisations internationales doivent investir dans la gestion des forêts afin d'assurer un approvisionnement constant de produits et de services forestiers pour les générations futures.



Source: FAO. 2015. Évaluation des ressources forestières mondiales 2015 Comment les forêts du monde évoluent-elles?

AIDE AUX PAYS FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



MALDIVES

La population reçoit de l'équipement agricole après le tsunami qui a frappé les côtes de 12 pays de l'océan Pacifique, tuant 200 000 personnes et faisant près d'un million de sans-abris.
©FAO/C. Dowsett

Aucun secteur n'est plus sensible au changement climatique que l'agriculture.

Les secteurs agricoles – culture, élevage, pêche et foresterie – absorbent environ 22 pour cent de l'impact économique des risques naturels et des moyennes et grandes catastrophes dans les pays en développement. Considérant le rôle vital de ces secteurs dans la production alimentaire globale et les moyens d'existence, il est nécessaire d'intégrer l'agriculture aux efforts d'adaptation et au financement.

Face aux risques liés au changement climatique, il faut prendre des mesures concrètes:

- ➔ Élaborer des évaluations de l'impact du changement climatique et de la vulnérabilité dans les secteurs de la culture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie.
- ➔ Encourager une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment de l'eau, la préservation des sols et des cultures et des arbres résistants.
- ➔ Améliorer les projections météorologiques et climatologiques et la prédiction des changements qui interviendront dans les écosystèmes aquatiques (salinité,

oxygénation et pH) et les faire connaître aux agriculteurs.

- ➔ Développer les capacités de gérer les risques de catastrophe.

Une meilleure compréhension de l'influence du changement climatique sur les secteurs agricoles est une première étape de l'adaptation aux effets de ce changement.

Les rendements des cultures, en particulier en agriculture pluviale, dépendent beaucoup des conditions hydrométéorologiques telles que les précipitations,



LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE PRODUCTIF, INCLUSIF ET RÉSILIENT EST UNE OCCASION UNIQUE POUR ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

le début et la longueur de la saison des pluies, les périodes de sécheresse, les canicules et les inondations. Ces phénomènes affectent directement ou indirectement la croissance des cultures et la santé des animaux, par l'effet des ravageurs et des maladies du bétail.

Il est essentiel de prendre en compte la façon dont le changement climatique et la variabilité du climat affectent également les pêches, la productivité et l'existence même des services écosystémiques procurés par les forêts, ainsi que le risque accru d'incendies et d'infestations par les ravageurs et les maladies qui affectent ces secteurs.

Il est également essentiel de comprendre comment le changement climatique touche les populations vivant dans les zones rurales, qui dépendent fortement, pour leur existence, de la production de ces secteurs.

La FAO offre des méthodes et des instruments pour mener les évaluations des impacts, vulnérabilité et risques du changement climatique et la surveillance des ressources naturelles et des émissions de GES. Ces instruments fournissent l'information indispensable pour prévoir l'adaptation au changement climatique et pour établir les rapports sur les émissions de GES ayant pour origine l'agriculture.

DONNÉES, MÉTHODES ET OUTILS

➔ Pour faire les inventaires et mesurer les émissions

Faire le bilan des émissions de GES dues à l'agriculture permet aux pays d'évaluer les progrès accomplis envers les engagements contractés en matière d'action climatique. Les données sont également utiles pour les pays afin d'évaluer la situation actuelle de leurs émissions et d'examiner les mesures susceptibles d'être prises.

Base de données sur les émissions de GES dues à l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des sols.

La base de données sur les GES de FAOSTAT est un inventaire mondial des émissions de GES dues à toutes les activités agricoles, c'est-à-dire à la culture, l'élevage, la foresterie et les modifications de l'affectation des sols. La base de données sur

les émissions offre des données cohérentes, internationalement neutres, qui sont utiles aux États membres.

faostat3.fao.org/browse/G1*/F

Évaluations des ressources forestières mondiales (FRA).

Le projet FRA est l'évaluation la plus détaillée des forêts à ce jour. Il cherche à évaluer tous les avantages résultant des ressources forestières. Le projet examine l'état actuel et les tendances récentes de 90 variables environ, qui couvrent l'étendue, l'état, les utilisations et la valeur des forêts et autres zones boisées. Les résultats sont présentés en fonction des sept éléments thématiques de la gestion durable des forêts. Outre le projet FRA, la FAO aide les pays à renforcer leur système national de surveillance des forêts. Les données mondiales et nationales sur les forêts, leur état et les tendances d'évolution offrent une base pour recenser les facteurs de vulnérabilité et les impacts du climat et pour évaluer les progrès des actions d'adaptation et d'atténuation aux effets du changement climatique.

www.fao.org/forest-resources-assessment/fr/

Évaluation et performance environnementale de l'élevage (LEAP). Ce partenariat développe des indicateurs et des méthodes communs pour définir et mesurer la performance environnementale de l'élevage et les émissions de GES de la chaîne d'offre de ce secteur; le projet comporte une étude de «la réduction du méthane entérique en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et les moyens d'existence», menée avec la Coalition pour le climat et l'air propre.

L'outil ex ante carbon balance (EX-ACT). Ce système d'évaluation élaboré par la FAO consiste à estimer *ex ante* (au préalable) l'impact de l'utilisation des sols et de ses modifications sur les émissions de GES et la séquestration du carbone. Actuellement, les initiatives publiques et privées facilitent l'intégration progressive de l'analyse de l'équilibre du carbone et son suivi au niveau des projets et des politiques, au moyen par exemple d'une analyse préalable de la chaîne de valeur et au niveau des exploitations. L'outil EX-ACT est un puissant instrument de décision.

www.fao.org/tc/exact/accueil-ex-act/fr/



PANAMA

Un chercheur du ministère de l'environnement, membre de la communauté Embera-Wounaan, mesure le diamètre d'un arbre de Cuipo dans la forêt du Darien, dans le cadre d'un inventaire forestier national. ©FAO

Outil d'apprentissage sur les Mesures d'atténuation adaptées au niveau national (MAAN) dans l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des sols. À l'aide de cet outil d'apprentissage, la FAO aide les pays en développement à recenser, formuler et appliquer des mesures d'atténuation adaptées à chaque pays dans le cadre du développement durable national. Cet outil d'apprentissage a été conçu à l'intention des collègues qui travaillent dans les secteurs de l'agriculture et qui souhaitent approfondir leur connaissance de la notion de MAAN et ainsi mieux pouvoir contribuer à la réalisation des objectifs d'atténuation des effets du changement climatique aux niveaux national et mondial.

LA FAO POSSÈDE L'EXPÉRIENCE ET LES OUTILS POUR ASSISTER LES PAYS DANS L'ÉVALUATION, LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS AGRICOLES

➔ Pour l'évaluation des risques et des vulnérabilités

Afin d'identifier les étapes qui conduiront à s'adapter au changement climatique, il est nécessaire d'appréhender la vulnérabilité de la sécurité alimentaire des personnes face au changement climatique. Les effets du changement climatique peuvent être atténués en luttant contre ces vulnérabilités.

DONNÉES, MÉTHODES ET OUTILS

Système de modélisation des impacts du changement climatique sur l'agriculture (MOSAICC). Cet ensemble de modèles et de moyens est conçu pour réaliser, par des simulations, une évaluation interdisciplinaire de l'impact du changement climatique sur l'agriculture. Les principaux éléments du système sont un portail statistique permettant de réduire l'échelle des données fournies par les modèles de circulation mondiale pour les adapter aux stations météorologiques locales et leur réseau, un modèle hydrologique permettant d'estimer les ressources en eau pouvant être consacrées à l'irrigation dans les principaux bassins, deux modèles basés sur l'équilibre hydrique afin de simuler les rendements des cultures dans les différents scénarios de changement climatique et, plus important, un modèle permettant d'évaluer l'effet des variations de rendement des cultures sur l'économie d'un pays. Ce système permettra de mieux intégrer l'information scientifique dans la conception des projets de développement agricole et les prises de décisions ou la formulation des politiques.
www.fao.org/climatechange/mosaicc/en/

Système d'indices du stress agricole. La mise au point de systèmes d'alerte rapide est essentielle pour améliorer la prise des décisions à tous les niveaux afin de réduire les effets des événements météorologiques extrêmes tels que les épisodes de sécheresse et d'aridité, les périodes de gel et les cyclones tropicaux. À l'aide de données sur la végétation et la température à la surface du sol, le Système d'indices du stress agricole (ASIS) établi par la FAO suit les indices de l'état de la végétation et détecte les points chauds, où les cultures risquent d'être affectées par la sécheresse. Le Système aide beaucoup à surveiller la sécurité alimentaire, un objectif du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR).
www.fao.org/giews/french/index.htm

Schéma holistique d'auto-évaluation paysanne de la résilience climatique (SHARP). Cet outil aide les cultivateurs et les éleveurs à évaluer et classer par priorité les aspects relatifs à la résilience de leurs moyens d'existence, dans un esprit participatif. L'enquête se fait à la fois sur papier et sur tablette androïde et évalue les pratiques de

gestion, d'environnement, sociales, économiques et agricoles à l'aide d'un ensemble de moyens d'auto-évaluation et d'examen universitaire des composantes des moyens d'existence. Le projet SHARP est actuellement utilisé à la fois comme outil de suivi et d'évaluation et comme méthode d'apprentissage dans des établissements scolaires intégrés réunissant éleveurs et cultivateurs en Afrique subsaharienne. Cet outil dégage des résultats immédiats (hors ligne) sur des tablettes et sur le terrain, et permet de poursuivre l'analyse des résultats en ligne de façon plus détaillée.

<http://www.fao.org/climate-change/programmes-and-projects/detail/en/c/328911/>

Outil d'évaluation de l'impact potentiel du changement climatique sur la répartition des races bovines. Les races bovines qui sont élevées dans un environnement productif donné au cours d'une longue période tendent à acquérir des caractéristiques qui leur permettent de s'épanouir dans les conditions locales et de répondre ainsi aux besoins de leurs éleveurs. Pour les races bovines élevées dans des conditions d'élevage extensif, le climat est bien l'un des éléments décisifs des caractéristiques de la production.

Un vendeur de riz commerçant dans son village avec la communauté de pêcheurs.
©FAO/J. Thompson



RENFORCER LA RÉSILIENCE SIGNIFIE QUE PRÉVENIR ET SE PRÉPARER AUX CHOCS CLIMATIQUES SONT NÉCESSAIRES POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La répartition géographique actuelle (connue au moins au niveau du pays et, dans certains cas, à un niveau territorial) d'environ 8 800 races bovines enregistrées dans le système d'information sur la diversité des animaux domestiques (DAD-IS) est actuellement utilisée pour modéliser les zones actuellement adaptées en fonction des différentes races, en tenant compte de plusieurs paramètres de température et d'humidité, et pour modéliser les zones qui se prêteraient à l'avenir à un tel élevage. Ces futurs habitats du bétail sont modélisés à l'aide de la Version 2 du modèle de Hadley sur l'environnement mondial. De telles analyses peuvent aider à prendre des décisions en meilleure connaissance de cause sur la gestion des races bovines dans un climat en évolution et ainsi à renforcer la capacité des gouvernements, des éleveurs et des agriculteurs de protéger et améliorer la sécurité alimentaire et de mieux gérer les ressources génétiques

animales de façon viable à terme.
www.fao.org/climate-change-breed-distribution/

Évaluation des impacts du changement climatique et cartographie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans des conditions de changement climatique. Ces évaluations cherchent à améliorer la sécurité alimentaire des ménages par des méthodes d'adaptation des moyens d'existence. Elles sont actuellement appliquées aux Philippines et au Pérou avec un financement fourni par le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Le principal objectif du projet est de fusionner les différentes approches d'évaluation de l'impact du changement climatique, de l'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et de l'adaptation des moyens d'existence.
www.fao.org/climatechange/amicaf/fr/

Évaluation mondiale de la conformité des pêches et de l'aquaculture avec le Code de conduite pour une pêche responsable. L'application du Code est suivie par le Comité des pêches au moyen de questionnaires mondiaux qui couvrent chacun des articles du Code et que la FAO envoie à tous ses États membres tous les deux ans. Un rapport intérimaire composé des résultats statistiques établis sur la base des réponses reçues est préparé pour chaque session du Comité des pêches. Cette évaluation mondiale peut également être utilisée par les États membres pour examiner et améliorer leur performance en matière de pêche et d'aquaculture. Cet instrument peut également être utilisé pour examiner l'état de préparation et d'adaptation des États membres au changement climatique.

L'ACTION DE LA FAO

FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

8 ACTIONS SUR LE TERRAIN



**LES IMPACTS DU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE SUR
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
SAPERONT
NOTRE CAPACITÉ
À RÉALISER LES
OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE**





CHINE

Rizières en terrasses d'Hani dans
la province du Yunnan.
©FAO/Min Quingwen

8 ACTIONS SUR LE TERRAIN

Pour répondre aux difficultés grandissantes qui se présentent aux pays du fait des effets du changement climatique, le portefeuille de projets de la FAO sur le changement climatique s'est largement étoffé ces dernières années. Entre 2009 et 2014, ce sont plus de 300 projets et programmes qui cherchent expressément à traiter des moyens d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les secteurs de l'agriculture, la foresterie, la pêche et l'aquaculture. Grâce au réseau de spécialistes du changement climatique répartis dans les différents départements, bureaux régionaux et représentations de la FAO, l'organisation aide les pays à traiter un grand ensemble de questions relatives au changement climatique – de la conception de politiques à l'amélioration des pratiques et au développement des capacités.

1 Création d'un cycle positif grâce à l'agroforesterie

Dans l'esprit de l'idée maîtresse d'une agriculture et d'une alimentation viables élaborée pour concourir à l'objectif stratégique tendant à « rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables », la FAO encourage l'adoption de la notion d'agriculture intelligente face au climat, pour accroître la productivité, adapter et renforcer la résilience des systèmes alimentaires et, chaque fois que possible, réduire les émissions de GES.

Le projet de la FAO intitulé «*Système d'agroforesterie intelligente face au climat pour le couloir de la sécheresse de l'Amérique centrale*» aide les agriculteurs guatémaltèques et honduriens à augmenter leur participation aux systèmes d'agroforesterie à l'épreuve du climat par la méthode de l'école de l'agriculteur sur le terrain. Les systèmes – appelés Kuxur rum au Guatemala et Quesungual au Honduras – ont été mis au point à l'aide des pratiques traditionnelles d'agriculture dans les deux pays. Le système agroforestier Quesungual a été élaboré pour remplacer l'agriculture sur

brûlis. En préservant le sol de couverture et en utilisant au mieux les engrais, ce système contribue à une gestion durable de la végétation, du sol et des ressources en eau sur les flancs des collines, souvent sujettes à la sécheresse. En dehors des effets positifs de l'amélioration de la conservation du sol et de l'eau en évitant les techniques de culture sur brûlis, on réduit les émissions et on réalise des systèmes agricoles plus robustes et plus productifs.

Le système Quesungual non seulement répond aux besoins de fruits, de bois d'oeuvre, de bois de feu et de grains des agriculteurs, mais également augmente leur revenu en espèces quand ces marchandises sont vendues. Une fois que les agriculteurs parviennent à assurer leur sécurité alimentaire, ils recherchent la diversification des cultures pour élargir la variété des produits sur le marché local et pour la consommation domestique. En outre, une plus grande quantité de grains signifie une amélioration, dans les ménages, des systèmes de stockage des grains après la récolte. Quand la sécurité céréalière élémentaire est assurée, les familles peuvent consacrer plus de temps à l'amélioration de leurs conditions de vie et à l'éducation.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS LIÉES AU DÉBOISEMENT ET À LA DÉGRADATION DES FORÊTS (REDD+) A UN POTENTIEL SIGNIFICATIF POUR RÉDUIRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



VIETNAM

La cultivatrice, Nguyen Thi Bang, récoltant des longanes.
©FAO/AFP/Hoang Dinh Nam

2 Vers une plus grande résilience et une meilleure efficacité de la pêche et de l'aquaculture

Les océans et les systèmes aquatiques d'eau douce sont d'importance critique pour la sécurité alimentaire mondiale et la régulation du climat mondial. Comme un tiers environ des émissions anthropiques aboutissent dans l'océan, celui-ci est le puits de carbone le plus vaste de la planète.

Le climat, le temps qu'il fait, la variabilité et le changement climatique ainsi que l'acidification de l'océan et les modifications qui interviennent dans les caractéristiques physiques et chimiques des masses d'eau, s'ajoutant à tous les autres facteurs de stress auxquels sont exposées

la pêche et l'aquaculture, ajoutent encore à l'urgence de renforcer la résilience des systèmes socio-écologiques. La FAO a aidé à mieux comprendre l'impact du changement climatique sur la pêche et l'aquaculture et son effet sur les moyens d'existence des pêcheurs; elle a apporté son appui à la définition de politiques et de plans d'action pertinents. Cela a été possible grâce à des évaluations mondiales de la vulnérabilité de la pêche et de l'aquaculture, des évaluations régionales telles que la pêche dans le courant de Benguela et le golfe de Guinée avec leurs vastes écosystèmes marins, et des évaluations nationales et locales menées au Bangladesh, au Myanmar et aux Seychelles. La recherche de la résilience face au changement et à la variabilité du climat fait l'objet des Directives

volontaires, récemment adoptées, pour assurer une pêche durable à petite échelle dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'élimination de la pauvreté. La pêche et l'aquaculture doivent rester à même de jouer un rôle important dans de plus vastes efforts d'augmentation de la résistance aux chocs.

La FAO aide également les pays à améliorer l'absorption des techniques de gestion et de la technologie en général pour réduire le taux de conversion alimentaire dans l'aquaculture, diminuer les émissions de GES et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en général.

La FAO donne la priorité à l'analyse et la réduction de la vulnérabilité des systèmes de

8 ACTIONS SUR LE TERRAIN

► pêche et d'aquaculture par une amélioration de la résilience et de l'adaptabilité de ces secteurs aux chocs, au changement climatique, à l'acidification de l'océan et aux catastrophes naturelles.

Ces activités contribueront à répondre aux appels récemment lancés lors des sessions des organes régionaux, tendant à :

- ① Soutenir les cadres de politique, les cadres législatifs et d'application aux niveaux local, national et régional pour introduire systématiquement la problématique du changement climatique dans la pêche et l'aquaculture;
- ② Renforcer la capacité des organismes et institutions régionaux et nationaux de traiter les questions de changement climatique;
- ③ Planifier l'adaptation et l'atténuation dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture des États membres;
- ④ Intégrer la pêche et l'aquaculture dans les plans nationaux d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation de ses effets et dans les mécanismes de financement tels que, par exemple, ceux des Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) et les fonds d'adaptation correspondants.

Ainsi, la FAO est un membre actif du Partenariat mondial pour le climat, la pêche et l'aquaculture, qui représente une initiative mondiale volontaire réunissant plus de 20 organisations internationales et organes spécialisés sectoriels également préoccupés par les interactions entre le changement climatique, les ressources en eau et les ressources vivantes de la

planète et leurs conséquences sociales et économiques. Les membres de ce partenariat se sont tous engagés à faire plus largement connaître l'importance vitale de ces questions, à élaborer des outils et des méthodes de gestion efficaces pour les résoudre, à soutenir le développement international afin d'appliquer le changement et susciter des résultats positifs durables.

3 Un partenariat pour le développement de l'élevage

Le changement climatique a des effets directs sur la productivité animale, ainsi que des effets indirects du fait des changements de la quantité de fourrage et de terrains de pâture disponibles. Ce changement détermine le type de bétail, les espèces et les races les mieux adaptés aux différentes zones agro-écologiques et donc les types d'animaux qui peuvent contribuer aux moyens d'existence des populations rurales. Le changement climatique ne manquera pas d'affecter le bétail au niveau de chaque espèce. La FAO facilite le développement durable de l'élevage, qui aide à assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté tout en diminuant l'empreinte environnementale et l'utilisation des ressources.

La FAO procède à des évaluations détaillées et fiables des impacts environnementaux sectoriels et du potentiel d'atténuation, ainsi

que des effets concomitants sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Cette information est très utile pour les débats sur le choix des politiques, pour les directives stratégiques et l'action de plaidoyer. La FAO est un membre actif du *Programme mondial pour un élevage durable*, qui est un partenariat multipartite qui rassemble des partenaires du secteur privé, des gouvernements, des organisations de la société civile, des organismes de recherche et des organisations internationales, tous attachés au développement durable du secteur de l'élevage. Ce programme cherche à organiser une collaboration cohérente pour susciter des changements dans la pratique. Il répond au besoin mondial de traitement simultané de la performance sociale, économique et environnementale des systèmes de production animale.

4 Une meilleure planification pour l'adaptation au changement climatique

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les secteurs de l'agriculture, notamment la culture, la foresterie et la pêche, représentent la première contribution au PIB. Ils sont également la principale source de moyens d'existence pour les couches les plus vulnérables et les plus pauvres de la population. En même temps, des études montrent que ces secteurs figurent parmi ceux qui sont le plus exposés aux menaces découlant



1



2



3

1 KENYA

Une femme collecte de l'eau potable dans un point d'eau pollué.

©FAO/A. Vitale

2 MAROC

Des pêcheurs sortent du Port Dikky pour pêcher en mer.

©FAO/A. Senna

3 NIGER

Assistance pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

©FAO/G. Napolitano

du changement climatique. Il sera donc indispensable d'assurer une croissance vigoureuse et durable de la production agricole dans ces pays, tout *en l'adaptant au changement climatique* pour sortir durablement de la pauvreté des millions de personnes. Les politiques nationales peuvent jouer un rôle majeur dans cette transformation, car elles devraient pouvoir déterminer les priorités nationales, les principaux domaines d'action et les principaux partenaires, tout en mettant en place des conditions favorables et en créant des incitations à réaliser ces objectifs prioritaires. Des politiques nationales résolues et cohérentes qui incluent les secteurs social et économique, ainsi que des politiques agricoles et environnementales qui comprennent également des stratégies de réduction des risques de catastrophe, sont d'importance cruciale pour améliorer la résilience et la sécurité alimentaire et susciter les vastes changements attendus.

C'est pourquoi le programme de la FAO intitulé *Économie et politiques novatrices pour une agriculture intelligente face au climat* est actif au Malawi et en Zambie pour soutenir des politiques fondées sur des données factuelles de développement d'une agriculture intelligente face au climat. Ce programme travaille avec les ministères pour analyser et rendre cohérentes les politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et au changement climatique. Sur la base de données factuelles solides, relatives à la sécurité alimentaire, aux besoins d'adaptation et au potentiel d'atténuation des effets du changement climatique, ce programme utilise de vastes

enquêtes socioéconomiques s'appuyant sur des données climatiques de haute résolution. Pour mieux aider les pays, le programme a également examiné les obstacles à l'adoption de pratiques agricoles durables et aidé à développer les capacités nationales d'appliquer et d'évaluer les options de l'agriculture intelligente face au climat. Récemment, ce programme a été élargi à d'autres pays comme l'Éthiopie, le Niger, l'Ouganda et la Tanzanie à l'aide de données factuelles relatives à l'agriculture intelligente face au climat.

L'agriculture intelligente face au climat est une méthode pour repérer les systèmes de production qui peuvent le mieux répondre aux effets du changement climatique. Ces systèmes accroissent durablement la production et les revenus, adaptent et améliorent la résistance des agriculteurs aux impacts du changement climatique et, chaque fois que possible, réduisent les émissions de GES.

S'appuyant sur des travaux antérieurs réalisés dans le cadre des Programmes d'action nationaux d'adaptation, la FAO a récemment lancé un programme mondial sur *l'intégration de l'agriculture dans les plans d'adaptation nationale*, mené en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour aider les pays à analyser et intégrer les mesures d'adaptation climatique conçues pour les secteurs agricoles dans les plans et budgets nationaux pertinents. Dans le cadre de ce programme, la FAO travaille actuellement au Kenya, en Ouganda et en Zambie, où elle systématise l'adaptation au changement

► climatique et la réduction des risques de catastrophe dans les plans, politiques et budgets du secteur de l'agriculture et renforce les mécanismes de coordination pour assurer une adaptation efficace et durable au changement climatique à long terme.

5 Lutte contre le déboisement en Afrique centrale

Avec plus de 240 millions d'hectares (ha) de forêts, l'Afrique centrale possède la deuxième forêt pluviale tropicale au monde. Malgré le fait que le rythme annuel de la perte de forêts naturelles diminue en Afrique, l'Évaluation des ressources forestières mondiales faite par la FAO révèle une perte annuelle, dans cette région, d'environ 3,1 millions d'ha de forêts naturelles au cours des cinq dernières années.

Les gouvernements des pays d'Afrique centrale se trouvent aux prises avec les difficultés de la lutte contre la pauvreté; ils cherchent à assurer la sécurité alimentaire et font face au changement climatique, qui exerce des pressions sur leurs forêts tropicales. Les réformes des politiques et de la gouvernance progressent dans la région, mais les efforts déployés pour préserver et utiliser de façon viable à terme les forêts demeurent fragmentaires et ne sont pas suffisamment financés. Pour remédier à ces difficultés, la nouvelle Initiative Forêts de l'Afrique centrale (CAFI) a été lancée lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable en 2015. Il s'agit d'une collaboration entre la FAO, six pays d'Afrique centrale, des donateurs et des organisations

internationales, et notamment le PNUD et la Banque mondiale. Les six pays d'Afrique centrale participants sont le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la République du Congo; ces pays mettront au point des directives pour les investissements tendant à l'utilisation durable et à la préservation de leurs ressources forestières. Ces directives joueront un rôle important dans l'atténuation des effets du changement climatique et la réduction de la pauvreté dans la région. L'initiative est une collaboration étroite avec le Programme de collaboration des Nations Unies pour la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (programme ONU-REDD, qui réunit la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le PNUD).

L'initiative CAFI s'appuie sur le travail déjà accompli grâce au Fonds pour les forêts du bassin du Congo. Par cette initiative, la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) et la FAO, en étroite coopération avec l'Institut national brésilien de recherche spatiale (INPE), la Norvège et le Royaume-Uni par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement, aident les pays à mettre au point leur propre système de surveillance des forêts.

6 Diversité génétique et changement climatique

Le changement climatique est l'une des principales causes de la perte de biodiversité. Les facteurs de

stress et les risques entraînés par le changement climatique dans les différents secteurs des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (plantes, animaux, forêts, ressources aquatiques, invertébrés et micro-organismes) sont nombreux. Cependant, les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture devraient également jouer un rôle appréciable dans l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ceux-ci, et soutenir ainsi l'action menée pour réaliser la sécurité alimentaire et les objectifs de nutrition.

Les ressources génétiques peuvent beaucoup aider à remédier aux effets du changement climatique, mais bien souvent l'ampleur et la rapidité du changement climatique dépassent notre capacité de repérer, sélectionner, reproduire et en fin de compte utiliser ces ressources sur le terrain. La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, de la FAO, est un forum intergouvernemental où l'on débat des politiques et où on élabore des connaissances utiles pour préserver la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture. Le plan d'action mondial pour les ressources génétiques défini par cette commission offre des directives internationales pour la gestion durable de ces ressources, et notamment au sujet du changement climatique. À sa récente session, les membres de la Commission ont approuvé les Directives volontaires pour l'intégration de la diversité génétique dans la planification nationale de l'adaptation au changement climatique.

8 ACTIONS SUR LE TERRAIN

7 Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts

Le programme ONU-REDD est une initiative des Nations Unies pour la collaboration à la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+) dans les pays en développement. Ce programme a été lancé en 2008 et s'appuie sur le rôle de convocation et sur les connaissances techniques spécialisées de la FAO, du PNUD et du PNUE. Le programme soutient les processus nationaux REDD+ et encourage la participation de toutes les parties prenantes, notamment les populations autochtones et les autres populations qui dépendent de la forêt, dans la réalisation nationale et internationale du programme REDD+.

Ce programme soutient les efforts de préparation à REDD+ dans 61 pays partenaires en Afrique, en Asie et Pacifique et en Amérique latine par une aide directe apportée à chaque pays pour la conception et l'application des programmes nationaux relevant d'ONU-REDD, et une aide ciblée, à la demande, sur des questions thématiques telles que le Système national de surveillance des forêts et la vérification, le suivi et l'établissement de rapports sur les émissions de gaz à effet de serre, les stratégies nationales, la gouvernance, le partage des avantages et les moyens de sauvegarde.

Les connaissances techniques spécialisées en foresterie de la FAO en font un partenaire technique fiable pour aider les pays à renforcer leurs capacités de créer des systèmes robustes de surveillance de la forêt dans l'optique REDD+, qui répondent

aussi aux besoins plus généraux de suivi du développement durable. Le programme REDD+ aide les pays à collecter de l'information sur les moyens de sauvegarde ainsi que sur la conception des systèmes de préservation de l'information et d'évaluation de la gouvernance; il fournit aussi des conseils sur les régimes fonciers et la préparation juridique, et enfin repère les pratiques optimales pour une bonne gestion durable des forêts.

Dans le programme ONU-REDD, les principales activités de la FAO sont les suivantes :

- 1 Aider à constituer une capacité institutionnelle en fournissant une assistance technique aux pays pour les aider à formuler et appliquer des inventaires polyvalents des forêts, englobant des estimations du carbone forestier dans l'optique REDD+;
- 2 Élaborer des instruments, des documents techniques portant sur les différentes composantes et les différentes mesures à prendre pour calculer les niveaux d'émissions de référence pour les forêts et les niveaux de référence pour les forêts, conformément aux décisions de la CCNUCC;
- 3 Produire des connaissances au moyen de manuels, de matériaux de référence, de modules et d'applications sous forme de logiciels (par exemple, des instruments de télédétection et des équations allométriques pour estimer la biomasse et le carbone) afin d'aider à surveiller les forêts nationales et les inventaires de gaz à effet de serre dans le secteur forestier et de l'utilisation des sols.

En outre, la FAO aide les pays à réviser leur législation, leurs évaluations de la gouvernance et leur système d'information sur les sauvegardes. La FAO aide également à évaluer les questions foncières en encourageant l'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, applicables aux

terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

8 Réduire les pertes et gaspillages alimentaires

La FAO aide actuellement 47 pays à réduire les pertes et gaspillages alimentaires. Ses activités vont d'un soutien technique à la conception de politiques et stratégies propres à guider la réalisation d'évaluations nationales des pertes alimentaires, au calcul des niveaux effectifs de pertes et à l'aide aux organisations nationales et régionales dans leur rapport avec les partenaires publics et privés pour poursuivre une réduction des pertes et gaspillages alimentaires. Cette activité comprend l'initiative dite SAVE FOOD, qui est un partenariat unique en son genre avec le secteur privé et qui compte désormais plus de 500 entreprises et organisations s'occupant activement de réduire les pertes et gaspillages alimentaires. Avec des entreprises du secteur alimentaire, des hommes politiques et des membres de la société civile, l'initiative SAVE FOOD cherche à animer l'innovation, encourager un dialogue interdisciplinaire et susciter des débats afin de dégager des solutions sur l'ensemble de la chaîne de valeur allant « du champ à la fourchette ».

Une communauté mondiale de pratique sur la réduction des pertes alimentaires est désormais pleinement opérationnelle et la FAO a également mis au point une méthode nouvelle d'étude de cas de la mesure des pertes alimentaires. La FAO élabore aussi un nouvel indicateur des pertes alimentaires qui pourrait servir d'indicateur de la cible 12.3 relative aux pertes et gaspillages alimentaires.

MOBILISATION DE RESSOURCES

Pour répondre aux effets du changement climatique, il faut un véritable changement de paradigme et passer d'une production à intrants intensifs à des systèmes alimentaires plus robustes et plus viables à terme.

Or ce changement comporte un coût – un coût que les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, forestiers et populations locales pauvres, en particulier dans les pays en développement, sont incapables de prendre à leur charge.

Pour beaucoup de pays, apprendre à avoir accès et utiliser au mieux les fonds internationaux est la première étape d'une longue transition à un mode de développement à l'épreuve du climat.

La FAO aide les pays à déterminer ce qu'ils doivent faire pour instituer des politiques et trouver les moyens techniques et financiers leur permettant de systématiser la prise en compte du changement climatique dans l'agriculture, la foresterie et la pêche et à trouver les moyens de passer progressivement à des systèmes de développement agricole et de production alimentaire viables à terme. La FAO soutient aussi la

mise au point de stratégies nationales et de propositions d'investissement qui peuvent contribuer à la sécurité alimentaire dans une période de changement climatique.

La dynamique actuelle de la finance climatique internationale offre des possibilités d'investir dans l'agriculture durable en faisant appel à des fonds internationaux et de mettre les investissements agricoles publics et privés à l'épreuve du climat.

La FAO aide les pays membres à mobiliser les fonds fournis par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), car elle est l'une des 10 institutions par l'intermédiaire desquelles les pays peuvent demander des moyens de financement au FEM.

Le FEM est le mécanisme financier conçu pour aider les pays en développement à honorer leurs obligations en vertu de plusieurs conventions ou accords multilatéraux sur l'environnement. Ce fonds offre des moyens de financement dans ses six domaines de concentration, à quoi il faut ajouter deux caisses destinées à faciliter l'adaptation au changement climatique.

Le Centre d'investissement de la FAO coordonne sa collaboration avec le secrétariat du FEM et les autres institutions admises au FEM.

Le Fonds vert pour le climat, créé lors de la seizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2010, est favorable à un changement de paradigme, afin de passer à un modèle de développement à l'épreuve du climat et à faibles émissions de gaz à effet de serre. Son but est d'aider les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions et à s'adapter aux effets du changement climatique.

Le Conseil d'administration du Fonds vert pour le climat a défini les principales priorités de ses investissements, qui visent plusieurs des problèmes qui sont d'une pertinence directe pour le mandat et le travail de la FAO. Il s'agit notamment d'aider à réduire les émissions dues au déboisement et à l'utilisation des sols et d'améliorer la résilience des moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations.

La FAO a le statut d'observateur auprès du Fonds et elle a demandé à être l'un des organismes de mise en œuvre pour aider les pays à développer leurs projets dans des domaines tels que l'adaptation, l'agriculture intelligente face au climat, l'action climatique et les systèmes naturels en bon état, la foresterie, la réduction des risques de catastrophe et la planification climatique nationale.

UN ÉLAN MONDIAL

Dans les années qui viennent, les pays auront besoin d'une aide pour préciser et honorer les engagements pris volontairement en matière climatique sous le nom de Contributions prévues déterminées au niveau national. Ces engagements, bien souvent, mettent largement l'accent sur les secteurs agricoles.

La FAO est disposée à aider les pays à honorer ces engagements grâce à ses atouts uniques en fait d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets de celui-ci par un soutien technique qui est hautement apprécié, des informations et des outils pertinents; elle aide les organismes publics et les autres partenaires à harmoniser les politiques et stratégies relatives au changement climatique et à la réduction du risque de catastrophe et est un médiateur apprécié et une source neutre de données techniques parmi les institutions et instances s'occupant du changement climatique à l'échelle mondiale.



PHILIPPINES

Des jeunes plantant des semences
©FAO

La FAO peut faire appel à ses spécialistes, à ses vastes connaissances interdisciplinaires et à un réseau de bureaux décentralisés dans toutes les régions du monde.

Du fait de son pouvoir de convocation, la FAO peut offrir aux pays, aux partenaires de développement et aux organisations de la société civile une tribune neutre pour le débat et le plaidoyer.

La FAO attache une importance particulière à l'aide accordée aux pays où son avantage comparatif repose sur sa capacité de remplir les fonctions de base suivantes:

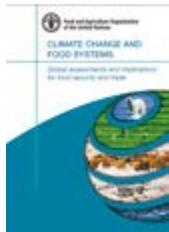
- 1 Produire et analyser des données climatologiques, environnementales, agricoles et socioéconomiques afin de constituer une base factuelle de données;
- 2 Réaliser une analyse portant sur

plusieurs secteurs et de nombreux objectifs tendant à évaluer les arbitrages entre sécurité alimentaire, adaptation et atténuation, ainsi que les coûts et les avantages des changements apportés aux pratiques agricoles des petits exploitants;

- 3 Aider à développer et coordonner les politiques et les cadres d'investissement aux niveaux national et régional;
- 4 Soutenir les négociations et processus internationaux sur le choix des politiques et le financement, notamment par l'analyse des conséquences, pour la sécurité alimentaire, des politiques et accords relatifs au changement climatique; renforcer la place de l'agriculture dans l'ensemble nouveau d'instruments de financement internationaux de l'action face au changement climatique, notamment le Fonds vert pour le climat;
- 5 Augmenter les capacités des institutions et des différents acteurs dans les secteurs de l'agriculture, du changement climatique et des secteurs connexes, en particulier au niveau national, afin d'améliorer la qualité des décisions prises.

PUBLICATIONS

Climate change and Food Systems: Global assessments and implications for food security and trade



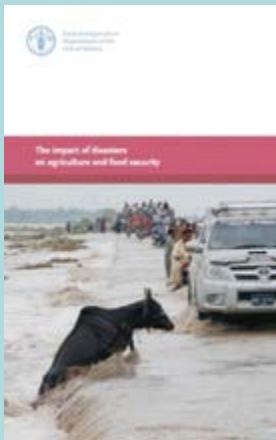
FAO, Rome, 2015
357 pp.

Cet ouvrage rassemble les conclusions d'un groupe de chercheurs et d'économistes qui ont fait, au cours des 20 dernières années, aux niveaux mondial et régional, le bilan des effets du changement climatique sur l'alimentation et l'agriculture. Les données présentées montrent comment le réchauffement mondial retentira sur

la localisation et les méthodes de la production vivrière et examinent les conséquences appréciables pour la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, la pénurie d'eau et l'adaptation au changement climatique. L'ouvrage présente également les conséquences pour le commerce mondial des denrées alimentaires.

été approuvées par la Conférence de la FAO de 2015. Elles ont pour but d'accompagner les pays dans la gestion des ressources génétiques – les plantes cultivées, les animaux d'élevage, les organismes aquatiques, les essences forestières, les microorganismes et les invertébrés – en tant qu'outil essentiel à leur disposition pour adapter l'agriculture et renforcer la résilience des systèmes de production agricoles et alimentaires.

L'impact des catastrophes sur l'agriculture, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire (à paraître)



FAO, Rome, 2015
130 pp.

Cette étude analyse l'impact des catastrophes et des risques de moyenne et grande ampleur sur le secteur et les sous-secteurs de l'agriculture dans les pays en développement entre 2003 et 2013; l'étude porte sur les dégâts physiques directs et les pertes économiques indirectes. Ses conclusions devraient conforter les mesures nationales et internationales prises

pour réduire les dommages et les pertes causés par les catastrophes naturelles et améliorer la résilience de l'agriculture, dans l'esprit des cibles de résilience définies dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, dans les Objectifs de développement durable et dans l'Accord universel sur le changement climatique.

Voluntary guidelines to support the integration of Genetic Diversity into national Climate Change Adaptation Planning



FAO, Rome, 2015
32 pp.
(prochainement disponible en français, espagnol, chinois, russe et arabe)

Cette étude analyse la dimension des ressources génétiques dans la planification de l'adaptation. Ces lignes directrices ont été développées sous l'égide de la Commission intergouvernementale de la FAO des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et ont

Cambio climático y sostenibilidad del banano en el Ecuador: Evaluación de impacto y directrices de política.



FAO, Rome, 2015
198 pp.

À la demande du Gouvernement équatorien, la FAO a fourni une assistance technique pour produire une évaluation intégrée des incidents du changement climatique sur la chaîne de valeur de la banane en soutien à

Toutes les publications de la FAO sont accessibles sur : www.fao.org/publications/fr/

des initiatives en Équateur en faveur de stratégies durables et adaptées au changement climatique. Des analyses biophysiques et socioéconomiques ont été menées à bien par une équipe de la FAO et des experts internationaux.

Gender in Climate-Smart Agriculture.

Module 18 for the Gender in Agriculture Sourcebook.



Banco Mundial, FAO, FIDA, 2015, Rome, 96 pp.

Ce module donne des directives et un ensemble complet d'outils pratiques pour intégrer la problématique de la parité des sexes dans la planification, la conception, l'application et l'évaluation des projets et des investissements dans l'agriculture intelligente face au climat. Le module montre l'importance et présente l'objectif ultime de cette intégration dans les pratiques d'agriculture intelligente, à savoir réduire les inégalités entre les sexes et faire

Assessing climate change vulnerability in fisheries and aquaculture.

Available methodologies and their relevance for the sector.



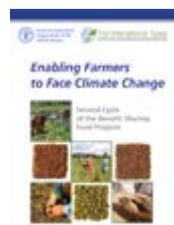
FAO, Rome, 2015. 98 pp.

Ce document donne un aperçu des différents concepts et méthodes d'évaluation de la vulnérabilité. Il met en lumière les différentes méthodes d'évaluation de la vulnérabilité développées jusqu'à présent, et la façon dont elles ont été conditionnées par les traditions disciplinaires à travers lesquelles elles ont vu le jour.

Le document analyse également comment ces méthodologies ont été appliquées dans le contexte de la pêche et de l'aquaculture, grâce à des exemples illustrant leur application.

qu'hommes et femmes puissent également bénéficier de toute intervention dans le secteur agricole tendant à réduire les risques liés au changement climatique.

Enabling Farmers to Face Climate Change



FAO, Rome, 2015. 70 pp.

Cette publication est un aperçu des caractéristiques et des principales activités

des projets en cours de réalisation et qui entrent dans le deuxième portefeuille de projets du Fonds de partage des avantages du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ce deuxième portefeuille de projets comprend 22 projets en cours de réalisation dans 33 pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Proche-Orient. La publication fait également connaître les réalisations, les pratiques optimales et les enseignements dégagés des projets.

Emerging Activities to Combat Climate Change

Use of FAO Data and IPCC GHG Inventory Guidelines for Agriculture and Land Use



FAO, Rome, 2015. 44 pp.

Le rapport commun FAO-GIEC-FIDA résume les conclusions d'un atelier commun organisé au Siège de la FAO les 13 et 14 novembre 2014. Le rapport donne des informations sur l'accès aux données et aux instruments d'analyse de la FAO et leur utilisation pour l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des terres, afin de faciliter l'établissement de rapports nationaux demandés en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), notamment des inventaires des gaz à effet de serre, les rapports biennaux de mise à jour et les plans nationaux d'atténuation des effets du changement climatique.

PUBLICATIONS

Climate-Smart Agriculture: A Call for Action



FAO, Rome, 2015
120 pp.

Cette publication résume les travaux d'un atelier tenu du 18 au 20 juin 2015 à Bangkok dans le but de promouvoir dans la région l'adoption systématique et l'augmentation d'échelle de l'agriculture intelligente face au climat. Le rapport présente des études de cas des pratiques que les agriculteurs de la région utilisent comme moyens d'assurer la sécurité alimentaire dans des circonstances difficiles.

Kenya's Tea Sector under Climate Change

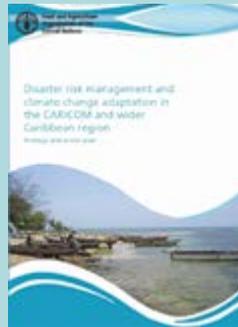


FAO, Rome, 2015
184 pp.

Après une réunion d'un groupe intergouvernemental

Disaster risk management and climate change adaptation in the CARICOM and wider Caribbean region

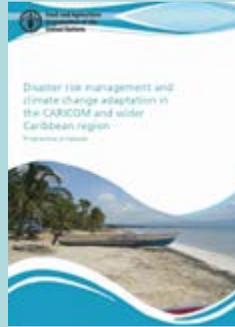
Stratégie et plan d'action



FAO, Rome, 2015
36 pp.

La stratégie et le plan d'action font partie d'une initiative du Mécanisme régional pour la pêche dans les Caraïbes (CRFM) et de la FAO sur l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. L'objectif est une stratégie et un plan d'action axés sur la pêche et l'aquaculture à petite échelle. La stratégie et le plan d'action ont été examinés et précisés par 65 responsables locaux, nationaux et régionaux, avant d'être adoptés par les États membres du Mécanisme en 2013.

Proposition de programme



FAO, Rome, 2015
26 pp.

Cette proposition de programme fait partie d'une initiative du Mécanisme régional pour la pêche dans les Caraïbes et de la FAO, et elle a été examinée lors d'un atelier régional sur la formulation d'une stratégie, d'un plan d'action et d'un programme tenu en décembre 2012 à la Jamaïque. Les propositions sont formulées selon un cadre logique utilisé par de nombreux organismes techniques et financiers de la région de la CARICOM et au-delà.

d'experts sur le thé, à New Delhi en 2010, le Gouvernement kényan a demandé à la FAO de l'aider à évaluer l'effet du changement climatique sur la culture du thé au Kenya et à dresser une nouvelle stratégie pour contrecarrer ses effets. Le rapport est le résultat d'un projet d'une durée de deux ans mené au Kenya et il présente les résultats d'une étude d'impact du climat.

Making it count: increasing the impact of climate change and food security education programmes



FAO, Rome, 2015
54 pp.

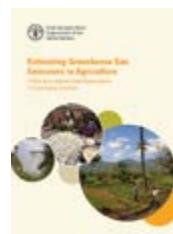
Les faits sont clairs: pour modifier les comportements, ce qu'on appelle 'l'éducation environnementale' doit changer de cap – en mettant moins l'accent sur les connaissances et sur la sensibilisation (qui restent pourtant nécessaires) et davantage sur les compétences, les

Toutes les publications de la FAO sont accessibles sur : www.fao.org/publications/fr/

savoir-faire pratiques pour la solution des problèmes. Sur la base de recherches pédagogiques et psychologiques examinées dans le rapport, plusieurs objectifs essentiels ont été dégagés pour la planification ou l'évaluation des programmes éducatifs conçus pour susciter des changements de comportement à l'égard de l'environnement.

Estimations des émissions de gaz à effet de serre en agriculture:

Manuel à l'intention des pays en développement

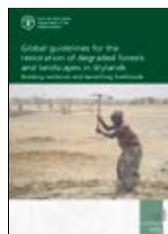


FAO, Rome, 2015
193 pp.
(également disponible en anglais et en espagnol)

Ce manuel est conçu pour aider les statisticiens et les fonctionnaires des ministères et organismes chargés de l'environnement des pays en développement à établir les statistiques des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre (GES). En particulier, le manuel donne des informations

sur les moyens d'utiliser la base de données de FAOSTAT sur les émissions.

Global guidelines for the restoration of degraded forests and landscapes in drylands

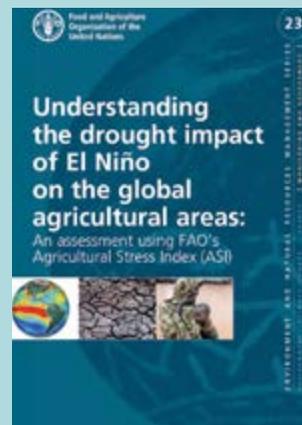


FAO, Rome, 2015
171 pp.

Les terres arides couvrent près de la moitié de la surface émergée de la Terre et abritent un tiers de la population mondiale. Les habitants de ces terres arides sont exposés à des difficultés extraordinaires, notamment du fait de la désertification, de la perte de biodiversité, de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le changement climatique. Or 20 % environ des terres arides mondiales sont dégradées et leurs habitants sont souvent piégés dans un cercle vicieux de pauvreté, de pratiques agricoles non durables et de dégradation de l'environnement.

Understanding the drought impact of El Niño on the global agricultural areas.

Available methodologies and their relevance for the sector.



FAO, Rome, 2015
52 pp.

Pendant les épisodes El Niño, les cycles normaux de précipitation et de circulation de l'atmosphère dans les tropiques sont perturbés et déclenchent des événements climatiques extrêmes qui se répercutent dans le monde entier – sécheresses, inondations – et

qui affectent l'intensité et la fréquence des ouragans. Ces catastrophes créent des pièges de pauvreté qui aggravent la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Forest and Climate Change in the Caribbean



FAO, Rome, 2014
34 pp.

Ce document fait partie de la série de publications du Programme sur les forêts et le changement

climatique de la FAO. Le programme vise, d'une part, à renforcer les capacités des pays à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets par le biais d'actions compatibles avec la gestion durable des forêts et, d'autre part, à promouvoir la coopération régionale et l'élaboration de politiques internationales relatives aux forêts et au changement climatique.

PUBLICATIONS

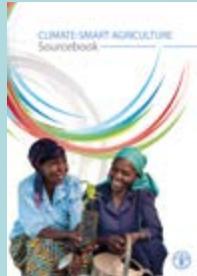
Science to support climate-smart agricultural development
Concepts and results from the MICCA pilot projects in East Africa



FAO, Rome, 2014
56 pp.

La publication rend compte des concepts qui sont à la base des activités scientifiques des projets pilotes du Programme sur l'atténuation du changement climatique dans l'agriculture (MICCA) en Afrique de l'Est. Elle présente les résultats des recherches, décrit les méthodes d'analyse et donne en conclusion les principaux messages utiles pour le débat sur une agriculture intelligente face au climat. En partenariat avec le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), le Projet de développement de l'industrie laitière en Afrique de l'Est (EADD) et Care International, les projets pilotes MICCA systématisent les travaux sur l'agriculture intelligente face au climat dans les différentes régions

Climate-smart agriculture sourcebook



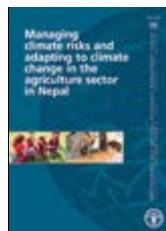
FAO, Rome, 2015
570 pp.

D'ici à 2050, la population mondiale aura augmenté d'un tiers, de près de 2 milliards d'hommes, qui pour la plupart vivront dans les pays en développement. En même temps, la population des villes augmentera beaucoup. Si les tendances actuelles de la croissance du revenu et de la consommation se poursuivent, la FAO estime qu'il faudra accroître de 60 % la production agricole

d'ici à 2050 pour satisfaire la demande prévisible d'aliments pour l'homme et pour les animaux d'élevage. L'agriculture doit donc se transformer pour nourrir cette population mondiale en augmentation et assurer la base de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le changement climatique complique encore cette tâche dans un scénario de l'inaction, en raison des retombées sur l'agriculture qui se traduiront par une augmentation rapide des coûts d'adaptation et des coûts connexes.

en repérant, vérifiant et augmentant l'échelle des bonnes pratiques de gestion agricole.

Managing climate risks and adapting to climate change in the agriculture sector in Nepal



FAO, Rome, 2014
162 pp.

Les scénarios climatiques donnent à penser qu'à l'avenir les conditions climatiques au Népal s'aggraveront, et que cela pourrait rendre plus fréquents les événements climatiques extrêmes et aggraver les retombées sur la production vivrière. Pourtant, en adoptant des mesures judicieuses, il est possible de gérer les risques climatiques et de s'adapter aux problèmes posés par la variabilité grandissante du climat et son évolution.

Adapting to climate change through land and water management in Eastern Africa.

Results of pilot projects in Ethiopia, Kenya and Tanzania



FAO, Rome, 2014
180 pp.

Cette publication présente les résultats et les enseignements dégagés du projet pilote FAO-Agence suédoise de coopération internationale pour le développement sur « Le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique par la gestion des terres et de l'eau » en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie.

Directives relatives au changement climatique à l'intention des gestionnaires forestiers

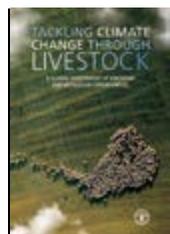


FAO, Rome, 2014
130 pp.
(également disponible en anglais et en espagnol)

Les effets du changement climatique

et de la variabilité du climat sur les écosystèmes forestiers sont manifestes dans le monde entier, et ces effets vont se poursuivre au moins à court et à moyen terme. Pour résoudre les problèmes posés par le changement climatique, il faut adapter les politiques forestières, ainsi que les plans et pratiques de gestion forestière.

Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage



FAO, Rome, 2013
139 pp.
(also available in French)

Le secteur de l'élevage peut apporter sa contribution aux efforts renouvelés accomplis au niveau international pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'élevage est en effet un important émetteur de gaz à effet de serre, mais il pourrait réduire de façon appréciable ses émissions.

Strategy for Fisheries, Aquaculture and Climate Change



FAO, Rome, 2012.
27 pp. (également disponible en anglais et en espagnol)

Plus de 500 millions d'êtres humains dépendent directement ou indirectement de la pêche et de l'aquaculture pour leurs moyens d'existence. Le poisson apporte aussi des éléments nutritifs essentiels à 3 milliards d'hommes et au moins 50 % des besoins de protéines animales et de minéraux essentiels pour 400 millions de personnes dans les pays les plus pauvres.

Cependant, le changement climatique crée d'énormes problèmes pour un secteur qui se heurte déjà à de graves périls dus à la surpêche et à la mauvaise gestion.

Food wastage footprint - Impacts on natural resources.

Summary report



FAO, Rome, 2013
63 pp.

Cette étude de la FAO présente, à l'échelle mondiale, l'empreinte environnementale du gaspillage d'aliments (c'est-à-dire à la fois les pertes d'aliments et les aliments gaspillés) le long de la chaîne d'offre alimentaire, en mettant en avant les effets sur le climat, l'eau, les sols et la biodiversité. Un

modèle a été élaboré pour répondre à deux questions essentielles : quelle est l'ampleur des retombées des gaspillages alimentaires sur l'environnement et quelles sont les principales sources de ces effets – il s'agit de repérer les « points chauds environnementaux » liés au gaspillage d'aliments.

Learning Tool on nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMAs) in the agriculture, forestry and other land use (AFOLU) sector



FAO, Rome, 2013
162 pp.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

© FAO, 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.



L'ACTION
DE LA
FAO
FACE AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE

Conférence
des Nations Unies
sur le changement
climatique 2015

www.fao.org/climate-change/fr